

**Conseil économique et social**

Distr. générale
24 mars 2009
Français
Original: anglais

Comité chargé des organisations non gouvernementales**Reprise de la session de 2009**

18-27 mai 2009

**Rapports quadriennaux pour la période 2004-2007,
présentés par les organisations non gouvernementales
dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique
et social par l'intermédiaire du Secrétaire général
en application de la résolution 1996/31 du Conseil***

Note du Secrétaire général**Table des matières**

<i>Chapitre</i>	<i>Page</i>
1. Institut des études sociales	2
2. Fondation pour l'éducation à la paix	5
3. Solidarité populaire pour une démocratie participative	7
4. Right To Play	9
5. Système de Restoration de Turtle Island	12
6. Les femmes et la Société culturelle et sociale	16

* Les rapports présentés par les organisations non gouvernementales sont publiés sans avoir été revus par les services d'édition.



1. Institut des études sociales (Statut consultatif spécial, 1996)

Première partie

Introduction

i. L'Institut des études sociales (ISST) est une organisation non gouvernementale sans but lucratif dont l'objectif est de faire des recherches et établir des programmes d'action qui visent à promouvoir la justice sociale et l'égalité pour les démunis et notamment les femmes.

Les recherches portent principalement sur le travail des femmes dans l'économie non formelle et les préoccupations à propos de leur bien-être. La recherche est menée en collaboration avec les ONG de base et des chercheurs en Inde ou en dehors de l'Inde. L'Institut est financé pour ses travaux par des agences multilatérales, des donateurs bilatéraux, des fondations indiennes ainsi que par le gouvernement. En plus des recherches, l'Institut dispose d'un programme communautaire élargi à Delhi qui s'adresse aux femmes et aux jeunes qui viennent des ménages de bidonvilles à bas revenus et dont l'objectif est de les faire progresser grâce à des activités innovantes et interactives et à les faire accéder à des avantages dans le domaine de la santé, de l'enseignement et pour acquérir des semences subventionnées.

Partie II

Contribution de l'organisation au travail des Nations Unies

i. i) Participation aux conférences et aux réunions des Nations Unies

Promouvoir l'égalité des genres dans le domaine de l'éducation : L'ISST a aidé à documenter les bonnes pratiques en mettant l'enseignement et les connaissances de base à la portée des groupes les plus marginalisés du Rajasthan. Leurs représentants ont participé à un séminaire sur des Leçons de pratiques encourageantes et leurs conséquences sur l'amélioration de l'éducation des filles organisé par l'UNICEF et le Secrétariat du Commonwealth du 20 au 22 septembre 2004 à Chandigarh. Cette réunion a fourni une excellente plateforme pour partager les approches et les bonnes pratiques et l'ISST a utilisé le cadre théorique dans ses travaux ultérieurs sur l'éducation des filles.

Promouvoir l'émancipation des femmes constitue l'objectif central de l'ISST. Ses représentants ont pris part à la 49^e session de la Commission sur le statut des femmes (CSW) qui s'est tenue du 28 février au 11 mars au siège des Nations Unies à New York. Une session a été organisée conjointement par l'ISST et le Fonds de développement des Nations Unies pour les Femmes (UNIFEM), Réflexions sur les progrès des femmes- Maintenir nos Acquis- Accélérer le changement), le 8 mars). Les réflexions à l'occasion de cette session et à d'autres sessions ont été mises à profit par l'ISST pour développer son programme ultérieur de travail et élaborer le Rapport écrit de l'UNIFEM sur l'Asie du Sud sur les progrès des femmes dans cette région en 2005 et en 2007.

Protection sociale : L'ISST a travaillé dans les domaines de la protection sociale et du travail féminin et a contribué aux débats des Nations Unies ainsi qu'à l'élaboration des programmes en partageant des informations recueillies sur le

terrain. La recherche sur les bonnes pratiques de protection sociale et le développement local en Inde ont conduit à la participation à la Conférence mondiale sur la Protection sociale et l'inclusion : convergence des efforts à partir d'une Perspective globale, organisée par l'Organisation internationale du travail (OIT), la Commission européenne et le gouvernement du Portugal les 2 et 3 octobre à Lisbonne. Ce domaine continue à être activement étudié à travers des études sur la loi de garantie de l'emploi rural national.

Des représentants ont participé à la réunion du Groupe d'experts des Nations Unies sur l'accélération des politiques de services sociaux pour consolider le bien être des familles d'Asie et du Pacifique organisée par la Division des questions sociales émergentes, la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) qui s'est tenue à Bangkok du 17 au 19 octobre et est intervenu sur la Protection sociale des Travailleurs au Foyer sur la base des recherches de l'ISST.

Centre de Ressources : L'ISST est un Centre de Ressources ouvert à tous, et la participation à d'autres manifestations des Nations Unies contribue à constituer nos ressources qui sont ensuite partagées avec ceux qui visitent l'organisation. En 2006, les représentants étaient présents lors d'un discours prononcé par Mukhtar Mai le 2 mai à New York; à la Conférence annuelle DPI/ONG intitulé : Une affaire en cours: Partenariats effectifs pour la sécurité humaine et le développement durable du 6 au 8 septembre à New York; à la Première européenne des courts métrages sur les droits de l'homme, le 19 septembre à Genève; à la quatrième assemblée des droits de l'homme organisée par le canton de Genève le 9 octobre; au Groupe de discussion sur l'émancipation des femmes : accès aux valeurs, la loi sur l'héritage, les droits fonciers et immobiliers et les services de base, au forum international sur l'élimination de la pauvreté qui s'est tenu à New York pour célébrer la première décennie des Nations Unies pour l'élimination de la pauvreté organisée conjointement par l'UNIFEM, le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) et le Programme des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat) les 15 et 16 novembre; à la Conférence internationale pour la réforme des institutions internationales : Dialogues entre les différents niveaux de gouvernance et les acteurs de la société civile, organisé par le Forum mondial des réseaux de la société civile et l'ITUC-CSI-IGB, les 20 et 21 novembre.

ii. Coopération avec les organes des Nations Unies et les institutions spécialisées sur le terrain

L'ISST a effectué deux études, l'une sur les Femmes dans des positions de responsabilité et l'autre sur les besoins stratégiques des Femmes des Hills States pour le PNUD, New Delhi en 2004 pour contribuer à faire participer les femmes à la politique en Inde. L'institut a préparé deux documents politiques sur le développement inclusif et le genre et sur la féminisation du Programme de garantie de l'emploi rural à l'intention des fonctionnaires du PNUD en 2007.

En 2005 et en 2007, l'Institut a préparé pour l'UNIFEM un rapport sur le progrès des femmes en Asie du Sud, un rapport analytique complet qui établit une carte de la situation et du statut des femmes dans douze domaines importants de préoccupation identifiés dans la Plateforme d'action de Beijing. Ces rapports constituent des documents de base pour la 5^e et 6^e Réunion Ministérielle de l'Asie du sud commémorant Beijing qui se sont tenues à Islamabad (3 à 5 mai 2005) et à

New Delhi (17 à 19 janvier 2008). Des représentants ont contribué aux efforts de l'UNIFEM pour faciliter la mise sur pied d'une Base de données des genres de la SAARC (Association pour la coopération régionale de l'Asie du Sud) et des ressources en ligne qui seront disponibles au Secrétariat de la SAARC. L'Institut a effectué des études sur les femmes travaillant à domicile dans trois États de l'Inde pour appuyer le travail de l'UNIFEM qui vise à renforcer la base de recherche et la promotion des politiques pour ce groupe de femmes et la Loi de garantie de l'emploi rural national en partenariat avec l'OIT pendant la période 2005-2007. Ces études visent à fournir au Gouvernement de l'Inde des rapports authentiques à point nommé sur la mise en œuvre de son programme phare.

D'autres études menées à l'ISST ont contribué à faire mieux comprendre les questions relatives au travail féminin dans l'économie informelle, la migration, l'urbanisation et la protection sociale. Grâce à ces études et aux résultats des recherches, l'Institut a pu participer au dialogue politique avec le gouvernement, les ONG, les militants ainsi qu'avec les institutions des Nations Unies. Parmi les études importantes qui ont été effectuées pendant cette période, plusieurs consistaient à étudier l'impact des réformes économiques à partir d'une perspective de genre – le Réseau Genre- qui est un programme de recherche appuyé par le Centre de recherche du développement international du Canada. Les études ont été menées en Inde, au Bangladesh, au Pakistan, au Sri Lanka et au Vietnam. Une étude sur la responsabilité publique et l'action communautaire à Delhi également appuyée par le Centre de recherche du développement international du Canada a fourni des informations significatives sur les pratiques qui prévalent et les raisons qui expliquent l'accès limité des ménages pauvres et qui vivent dans des bidonvilles aux installations sanitaires et à l'eau potable dans l'environnement urbain. L'étude a permis à l'organisation de se rendre compte que son meilleur rôle était de continuer à organiser et à informer les adolescents et les femmes pour les amener à faire face aux difficultés dès qu'elles surgissent et à trouver eux-mêmes les meilleures solutions. Un des principaux résultats des études sur la protection sociale des travailleurs clandestins notamment sur les femmes qui travaillent au foyer dans des contextes périurbains est que les programmes de protection sociale durable ainsi que les solutions ne sont possibles que dans une trajectoire appropriée de développement.

iii) Initiatives entreprises pour appuyer les objectifs du Millénaire du développement

Le programme élargi de l'Institut des Études sociales dans le quartier Est de Delhi a contribué à l'Objectif 1 : Éliminer l'extrême pauvreté et la faim par la formation à la nutrition, l'accès accéléré des ménages qui vivent dans les bidonvilles aux rations subventionnées et la fourniture de repas enrichis aux enfants; Objectif 2 : Arriver à l'enseignement primaire universel en facilitant l'admission des enfants dans les écoles, en encourageant ceux qui ont abandonné leurs études à s'y remettre et en fournissant des appuis et des conseils en matière d'éducation; Objectif 3 : Arriver à l'égalité des sexes en encourageant les filles à aller à l'école et en leur permettant d'accéder gratuitement à la formation dans le domaine de l'informatique. Environ un millier de ménages vivant dans des bidonvilles ont eu accès aux services publics et environ 600 garçons et 400 filles ont participé à de nombreux programmes pour lesquels le montant total pour une période de quatre ans a été d'environ 75 000 dollars des États-Unis.

Activités visant à appuyer les principes généraux

L'Institut a appuyé les principes généraux des Nations Unies relatifs à l'égalité des genres par la recherche et la documentation qui visent à fournir à la fois les données et des enseignements qualitatifs capables de déboucher sur des actions politiques appropriées. La recherche qui est entreprise vise le bien être et le travail des femmes. Dans le contexte indien, cette démarche exige la connaissance de l'économie informelle et du travail effectué à la maison.

Trois séminaires à Bangalore et huit à Delhi sur les aspects du travail des femmes et les préoccupations concernant leur bien être (travail au foyer, responsabilité publique, protection sociale, communautés côtières, évaluations de programme) avec pour objectif l'amélioration de la qualité du débat public sur ces questions faisaient partie des activités spécifiques organisées par l'ISST pendant cette période.

2. Fondation pour l'éducation à la paix (Spécial; 1996)

Partie 1

Introduction

La mission de la Fondation pour l'éducation à la paix (PEF) est d'éduquer les enfants et les adultes à la dynamique des conflits et promouvoir des compétences dans le domaine de construction de la paix au foyer, à l'école, dans les communautés, la nation et le monde. La Fondation croit que les conflits sont un phénomène naturel qui ne peut être évité et qu'il peut exister une opportunité constructive de changement positif et d'émancipation. Elle pense qu'il est possible d'apprendre aux enfants les moyens nécessaires pour trouver les moyens créatifs et positifs de résoudre les conflits. La Fondation travaille avec les enseignants et autres adultes pour les amener à comprendre combien il est important de modéliser ces comportements pour que les enfants apprennent. PEF pense que les enfants apprennent mieux dans un environnement chaleureux qui renforce leur confiance en eux-mêmes pour répondre plus tard en adultes responsables aux défis qui les attendent.

La Fondation pense que l'éducation à la paix encourage le développement émotionnel intellectuel, éthique et social des enfants dans un cadre de valeurs traditionnelles comme l'honnêteté, la justice et l'esprit de responsabilité. Le PEF espère que les enfants en devenant adultes et responsables mettront en œuvre ces concepts qui feront partie de leur bagage quotidien de manière à ce qu'un conflit qu'il se présente au niveau individuel ou au niveau national sera abordé de manière non-violente. La Fondation de l'éducation à la paix atteint ces buts par le développement et la publication de programmes. Le PEF forme des enseignants, des responsables de la jeunesse, des responsables communautaires et des professionnels qui travaillent avec des jeunes pour résoudre des conflits, prévenir la violence et appliquer des techniques de médiation.

Le matériel du programme de la Fondation est un outil concret pour enseigner et pour les jeunes professionnels d'enseigner et de modéliser les bases fondamentales de la solution des conflits qui sont : la construction des

communautés, la compréhension des conflits, la compréhension du rôle de la perception dans un conflit, la solution d'un problème, le processus de prise de décision, le rôle des émotions et de la colère et la communication efficace. Certaines des règles de vie qui sont enseignées sont le respect, la coopération, l'empathie, savoir faire face, la recherche de la bonne perspective, la gestion de la colère, les facteurs de tension, les techniques pour les faire baisser, savoir écouter, les déclarations I, la tolérance, la diversité et les questions multiculturelles.

Partie II

Contribution à l'organisation du travail des Nations Unies

i. Participation au travail du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires et/ou aux principales conférences et autres réunions des Nations Unies.

La Fondation de l'éducation à la paix a participé au travail des Nations Unies et du Conseil économique et social d'abord sur le terrain en travaillant dans plusieurs pays. Cette organisation n'a pas de représentant permanent à New York ou auprès d'autres sièges des Nations Unies, aussi sa participation aux réunions des Nations Unies est-elle limitée. La Fondation de l'éducation à la paix concentre ses activités sur la mise en œuvre de la prévention de la violence et du programme de l'éducation à la paix en Amérique du Nord, en Amérique latine et dans les Caraïbes. Le travail des Nations Unies et le rôle de l'organisation en tant qu'ONG ayant un statut consultatif auprès du Conseil économique et social est fortement souligné. Au niveau international, des efforts sont faits pour rencontrer des représentants des organes subsidiaires des Nations Unies.

ii. Coopération avec les organes des Nations Unies et/ou les agences spécialisées sur le terrain et/ou auprès des sièges

Des représentants de la Fondation de l'éducation à la paix rencontrent des représentants des Centres régionaux pour la paix, le désarmement et le développement en Amérique latine et des Caraïbes (UN-LIREC) des Nations Unies à Lima, Pérou. Des échanges de matériaux et de méthodologies spécifiques à l'éducation à la paix et à la prévention de la violence ainsi que les efforts déployés dans les régions où se trouvent des mines sont discutés. Des entretiens sur une collaboration plus poussée ont lieu, mais les questions financières ralentissent le développement.

La Fondation travaille à faire connaître les Rapports de l'UNICEF sur la situation des enfants dans le monde pendant la période considérée. La Fondation appuie l'Association des Nations Unies qui a son siège à Miami, Floride, États Unis d'Amérique.

iii. Initiatives prises par l'Organisation pour appuyer les objectifs de développement du Millénaire

Activités d'appui aux objectifs de développement du Millénaire

Le travail de la Fondation de l'éducation à la paix contribue tout d'abord à la réalisation du deuxième objectif de développement du Millénaire qui est l'enseignement primaire universel. Le travail mené est dans le droit fil de plusieurs

des six buts du Programme « Enseignement pour tous » de l'UNESCO élaboré à Dakar, au Sénégal en l'année 2000. « Éducation pour tous » a identifié six objectifs d'enseignement mesurables qui visent à répondre aux besoins d'apprendre de tous les enfants ainsi que les jeunes et les adultes. Le premier objectif de la fondation est : étendre les soins à la petite enfance et l'éducation; troisième objectif : promouvoir l'enseignement et les compétences des jeunes et des adultes, et sixième objectif : améliorer la qualité de l'enseignement.

Lors du quatrième projet quadriennal, le travail s'est déroulé en Amérique centrale, Amérique du sud et dans les Caraïbes ainsi qu'en Amérique du Nord où l'Organisation a son siège. Les ateliers internationaux et les matériaux de distribution ont eu lieu en Argentine, dans la République bolivarienne du Venezuela et en République dominicaine. Les activités se sont déroulées aussi bien dans les capitales que dans les villes de provinces. Les écoles et les organisations communautaires ont atteint 357 pendant la période à l'examen, les enseignants ont atteint 1897. Le nombre des étudiants touchés par l'intermédiaire de leurs professeurs a atteint 56910 (soit 30 étudiants par professeur). En outre le travail est effectué avec un élément de formation des maîtres, aussi l'effet multiplicateur est significatif. Lors d'un récent atelier de suivi à Tucuman en Argentine, un seul participant d'atelier a quantifié les personnes touchées à 2500.

En plus des quatre pays ci-dessus, une mise en œuvre systématique a eu lieu pendant la période quadriennale; la Fondation continue de travailler en Colombie, en Jamaïque, au Canada et aux États Unis. La Fondation a également commencé à envisager une mise en œuvre systématique au Chili et au Pérou pendant cette période.

La Fondation continue de travailler dans d'autres hémisphères mais de façon beaucoup plus réduite. Nous continuons à collaborer avec le Centre pour la résolution des conflits en Afrique du sud. Des représentants ont visité deux centres infantiles pour la résolution des conflits en Irlande du Nord. Le Ministre de l'éducation de la partie kurde de l'Iraq a demandé la permission de traduire « Apprentissage à la paix pour les enfants ». Ce programme est important pour transformer la présente « culture de la guerre » en « culture de la paix » pour la prochaine génération.

Activités d'appui aux principes généraux

La Journée internationale de la paix des Nations Unies est commémorée le 21 septembre de chaque année par l'Organisation. Les écoles et les enseignants avec lesquels nous travaillons sont encouragés à organiser des manifestations spéciales à cette date. Ces manifestations vont de rallies pour la paix à des parades pour la paix.

3. Solidarité populaire pour une démocratie participative (Spécial 2004)

Partie I

Introduction

La solidarité populaire pour une démocratie participative (PSPD) est une organisation civile dédiée à la promotion de la justice et des droits de l'homme dans la société coréenne par la participation du peuple. PSPD joue le rôle d'organe de

surveillance contre l'abus de pouvoir. Elle a déployé plusieurs activités pour apporter la justice et la démocratie dans plusieurs secteurs de notre société : la PSPD fait prendre conscience au public par des campagnes, en posant des questions sur les activités sociales et politiques, en présentant des pétitions administratives et publiques et en posant des questions au législatif. La Fondation a coordonné et développé un large éventail d'activités pour favoriser une réforme systématique et a fait des contre propositions aux programmes et politiques du gouvernement. Dans ce processus, la Fondation considère que l'indépendance et la constance sont les principes les plus importants pour les organisations de contrôle du pouvoir. En ce qui concerne la participation de la PSPD aux activités des Nations Unies, la Fondation essaie de trouver les moyens de ramener la paix dans la péninsule coréenne. Son but est de consolider le mouvement des citoyens pour la paix et la réunification de la péninsule coréenne et intensifier nos activités de solidarité internationale pour promouvoir la démocratie et les droits de l'homme en Asie. En outre, la PSPD s'engage fortement à suivre les activités de l'Assistance officielle au développement de la République de Corée aux pays voisins de l'Asie.

Partie II

Contribution de l'organisation au travail des Nations Unies

La PSPD a transmis les avis de la société civile de la République de Corée à la Commission des droits de l'homme et au Conseil des droits de l'homme en 2005 et en 2007. La perspective principale de la Fondation est le respect du principe d'ingérence de la société internationale concernant la question des droits de l'homme dans la République démocratique et populaire de Corée. La prise en considération du droit à la vie de la population de la République démocratique et populaire de Corée est une priorité. En outre, l'intervention de la société internationale ne doit pas menacer la paix dans la péninsule coréenne et doit être justifiée, pacifique et juste.

En 2005, la Fondation a recommandé que la Commission des droits de l'homme demande que les rapporteurs spéciaux concernés accordent une attention spéciale aux conséquences de la législation sur la sécurité nationale, y compris les mesures contre-terroristes sur la pleine jouissance des droits de l'homme dans les pays d'Asie, notamment la République de Corée. La PSPD a également exhorté le gouvernement de la République de Corée à mettre fin immédiatement aux efforts pour introduire une législation anti-terroriste. Le projet de loi anti-terroriste qui a été présenté sous la dénomination de « Prévention de l'Acte de terrorisme » et présenté le 15 mars 2005 par le Grand Parti National n'a pas été adopté.

Liste des activités des Nations Unies de la PSPD pendant la période 2004-2007

2005 : 61^e session de la Commission des droits de l'homme des Nations Unies, le 11 février 2005 à Genève, Suisse. La Fondation a soumis une déclaration écrite de l'ONG pour l'amélioration de la situation des droits de l'homme dans la République démocratique et populaire de Corée. Les représentants de l'organisation ont pris part à l'examen du point 9 de l'ordre du jour provisoire relatif à l'amélioration de la situation des droits de l'homme dans la République démocratique et populaire de Corée du 29 mars au 1^{er} avril 2005 à Genève. Les représentants ont présenté la déclaration commune pour la prévention de la violence aux droits de l'homme du

projet de loi anti-terroriste d gouvernement de la République de Corée inscrit au point 17, Promotion et protection des droits de l'homme.

2007 : 4^e session du Conseil des droits de l'homme le 20 mars 2007 à Genève. La PSPD a soumis la déclaration écrite concernant le rapport de Vitit Muntarbhorn, Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme dans la République démocratique et populaire de Corée.

4. Right To Play (Spécial; 2004)

Partie I

Introduction

Right To Play est une organisation internationale humanitaire qui utilise le sport et les programmes de théâtre pour améliorer la santé, développer les compétences et défendre la paix pour les enfants et les communautés dans certaines régions les plus désavantagées du monde. Travaillant à la fois dans le cadre humanitaire et celui du développement, Right To Play forme des responsables de la communauté locale en tant que coaches pour conduire des programmes dans plus de 20 pays touchés par la guerre, la pauvreté et les maladies en Afrique, en Asie et au Moyen-Orient. Les programmes de Right To Play visent les plus marginalisés, y compris les filles, les handicapés, les enfants touchés par le VIH et le SIDA, les enfants des rues, les anciens enfants soldats et les réfugiés. Right To Play agit également comme un défenseur global dans le domaine du sport pour le développement

L'organisation s'est développée de manière substantielle depuis la demande initiale de revenus de 8.0 millions de dollars en 2003 à 27.6 millions de dollars en 2007. Pour appuyer cette croissance de nouveaux bureaux de collecte de fonds ont été enregistrés en Suisse, aux Pays-Bas et au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord. L'organisation a créé un Conseil international d'administration et une équipe exécutive dont le siège est à Toronto, au Canada. Il y a eu plusieurs changements mineurs dans le statut de l'organisation qui peuvent être fournis à la demande. Dans un effort pour appuyer le programme d'excellence, renforcer la durabilité et construire des relations plus efficaces avec les multiples parties prenantes, Right To Play a accru la capacité dans le domaine des opérations de 2005 à 2007 en établissant des bureaux sur le terrain et en recrutant des professionnels (à la fois nationaux et étrangers) dans tous les pays où se déroulent les activités. De façon structurelle cette démarche inclut le développement et l'établissement de quatre bureaux régionaux qui sont situés à Accra au Ghana; à Kampala, en Ouganda; à Beyrouth au Liban et à Bangkok en Thaïlande. Les bureaux régionaux sont directement responsables d'une tâche principale dans chacune des régions avec une vision à long terme pour la croissance et la durabilité des programmes et four fournir un appui direct aux nombreux bureaux de pays dans leur région. Des bureaux de pays ont été établis dans la majorité des pays d'activités et sont directement responsables de la mise en œuvre des programmes avec des équipes au niveau des projets et des communautés.

Partie II

Contribution à l'organisation du travail des Nations Unies

i. Participation au travail du conseil économique et social et à ses organes subsidiaires

(i) **31 mai au 2 juin 2006.** Right to play a participé en tant qu'organisation accréditée de la société civile avec un représentant (Manager Policy) à la réunion sur « le Monde uni contre le Sida », une réunion de suivi sur les résultats de la vingt sixième session extraordinaire : Mise en œuvre de l'engagement contre le HIV/SIDA, aux Nations Unies à New York, États-Unis;

(ii) **8 décembre 2006.** Fonds des Nations pour l'enfance (UNICEF) à 60 et l'État du Monde des enfants 2007, New York États-Unis. Le Président et le Directeur exécutif (CEO) y ont participé;

(iii) **3 août 2005.** Assemblée des Nations Unies de la Jeunesse au siège des Nations Unies, New York. Le Président et Directeur exécutif a pris la parole devant l'Assemblée dans une allocution intitulée « Amener les personnes et les communautés à créer un monde plus sûr et plus sain ».

ii. Coopération avec les organes des Nations Unies et avec les institutions spécialisées

Il y a une interaction constante entre Right to play et les bureaux et initiatives des Nations Unies sur les questions de la paix et du sport pour le développement en tant que Secrétariat du sport pour le développement et le Groupe de travail de la paix internationale (SDP IWG), et par la présence du personnel de haut niveau dans les conférences et réunions des Nations Unies. Notamment pendant la période qui fait l'objet du rapport, Right to play : (i) a été associé à l'élaboration à la fois à la deuxième résolution adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 8 décembre 2004 (A/Res/59/10) et la 3^e résolution adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 17 janvier 2006 (A/Res/60/9) sur *le sport en tant que moyen de promouvoir l'éducation, la santé, le développement et la paix*; (ii) a coopéré avec le Bureau des Nations Unies pour la paix et le sport pour le développement pour renforcer les efforts de promotion, notamment par la participation de l'Année internationale des sports des Nations Unies et de l'éducation physique 2005 afin de mettre en évidence la contribution vitale que le sport et l'éducation physique peuvent apporter pour atteindre les objectifs de développement global; (iii) du **31 janvier au 2 février 2005** a participé avec un représentant (Directeur du Programme de Recherche et développement) au suivi et à l'évaluation de la programmation d'ateliers relatifs aux sports au siège de l'UNICEF à New York; (iv) a servi de Secrétariat du SDP IWG, une initiative politique visant à faire participer les gouvernements nationaux, les agences des Nations Unies et les organisations de la société civile dans le développement ou les recommandations aux gouvernements nationaux sur les moyens d'utiliser le sport pour atteindre les objectifs de la paix et du développement. Lors de la réunion inaugurale du 24 mai 2005, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) a assumé le rôle de Président. Les points suivants sont les plus importants du SDP IWG pour la période faisant l'objet du rapport : (a) **Réunions** : 24 mai 2005, lancement officiel au siège des Nations Unies à New York; 10 mars 2006 une réunion a eu lieu à Turin en Italie; et les 3 et 4 décembre 2007, une réunion a eu lieu à Accra, Ghana.

Les participants comprenaient des représentants du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Fonds des Nations Unies pour les partenariats internationaux, l'Office des Nations Unies du sport pour la paix et le développement, l'Organisation internationale du travail, l'UNICEF, l'UNESCO, le Programme des Nations Unies pour les établissements humains, l'Office du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés (HCR); (b) **Rapports** : Août 2005, publication et diffusion d'un rapport d'une réunion inaugurale intitulée, *Sport pour le développement et la paix* : Rapport de la réunion du Groupe international de travail : de la Politique à la pratique qui inclut des informations à partir d'interviews avec des représentants de 13 gouvernements (en mettant l'accent sur leur approche des objectifs du Millénaire du développement et le sport pour le développement et la paix); et consultations avec plusieurs agences Nations Unies et organisations de la société civile; (v) a coopéré avec les agences des Nations Unies dans toute l'organisation, du siège de Right to play dont le siège principal est à Toronto aux bureaux nationaux de Right to play en Europe et aux bureaux sur le terrain. Cette coopération peut être décrite de la manière suivante : (a) **Partenariat**. Right to play a conclu des accords globaux avec le HCR (2000; révisé en 2003 et 2008), avec l'UNICEF, l'office des travaux et de secours (2003) et le PNUD pour appuyer le SDPIWG (2005). En outre en 2007, Right to play et l'UNICEF du Royaume-Uni ont conclu un mémorandum d'accord pour appuyer la mise en œuvre du sport et des activités théâtrales liées à « l'inspiration internationale », un programme de cinq ans qui promet de tirer profit des retombées des Jeux olympiques de Londres en 2012 et de fournir des activités sportives et théâtrales à 12 millions d'enfants à 20 pays en 2012. En 2007, Right to play et l'UNICEF en Norvège ont conclu un accord basé sur un Téléthon national pour mobiliser des fonds à l'intention des enfants touchés par le VIH-SIDA; (b) **Appui opérationnel**. Right To Play a reçu un appui essentiel dans des programmes d'expansion et des start-up du HCR, par exemple au Tchad, au Libéria, en Azerbaïdjan, Thaïlande; et de l'UNRWA pour la Palestine, la Jordanie et le Liban; (c) **Appui financier**. Pendant la période qui fait l'objet du rapport, Right To Play a reçu des financements d'un certain nombre d'institutions des Nations Unies, notamment : neuf millions. org initiative du HCR, pour 180 000 de dollars reçus en 2006 et 2007 pour des projets en Azerbaïdjan, Libéria, Thaïlande et Ouganda; de 1.0 million de dollars en dépassement à l'UNICEF en 2006 et 2007 pour appuyer les interventions relatives au Tsunami de Right to Play en Indonésie, au Sri Lanka et des activités de projet en Éthiopie, au Liban, au Rwanda, en Ouganda et en Zambie et 36 000 pour le PNUD pour appuyer des opérations de trois volontaires des Nations Unies afin qu'ils s'engagent dans les activités de Right To Play.

iii Initiatives entreprises par l'organisation pour appuyer des objectifs de développement internationalement acceptés. Les actions les plus importantes entreprises sont les suivantes :

i. Activités dans le droit fil des objectifs du Millénaire du développement

Right To Play contribue aux objectifs du Millénaire du développement dans les zones géographiques de l'Afrique, de l'Asie et du Moyen-Orient. Des actions importantes entreprises étaient liées aux objectifs suivants : **(i) But 2 – Atteindre l'enseignement primaire universel, Objectif 3 : s'assurer qu'en 2015, les enfants partout dans le monde, garçons et filles auront la possibilité de terminer le cycle primaire complet.** **Actions** Sport et programme scolaire mis à la disposition

d'environ 1350 écoles ainsi que des centaines d'instituteurs formés (dont plusieurs indiquent que les élèves sont plus attentifs dans les classes et que la fréquentation scolaire est plus élevée; beaucoup plus d'enfants souhaitent être inscrits dans une école qui offrent les activités de Right To Play); (ii) **Objectif 3** : Promouvoir l'égalité des genres et émanciper les femmes, **Objectif 4** : éliminer les disparités entre les genres dans l'enseignement primaire et secondaire. **Actions** : Environ 45 % des enfants touchés sont des filles, y compris celles touchées à l'école; (iii) **objectif 6** - Lutter contre VIH-SIDA, la malaria et autres maladies, **Objectif 7** : aura stoppé en 2015 et commencé renversé la propagation du VIH et du SIDA

Actions : Right To Play inculque un enseignement sur le VIH-SIDA et une formation de prise de conscience dans environ 14 pays par l'intermédiaire de *Live Safe Play Safe*, un programme basé sur le sport dont l'objectif est de protéger la santé sexuelle et reproductive des enfants et des jeunes, de réduire leur vulnérabilité au VIH-SIDA et promouvoir la santé de manière générale.

ii. *Activités d'appui aux principes généraux (c.a.d. Commémorer la Journée mondiale contre le SIDA)*

Les programmes Right to Play appuient plusieurs Conventions et Déclarations des Nations Unies, à savoir la *Convention sur les droits des personnes handicapées*, la *Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination contre les femmes*, la *Convention sur les droits des enfants*, la *Déclaration du Millénaire* et la *Déclaration universelle des droits de l'homme*. Quatre fois par an, dans des projets dans le monde entier, Right to play commémore la Journée internationale de la femme, la journée internationale de l'enfant africain, la Journée mondiale des réfugiés, la Journée internationale de la paix et la Journée mondiale contre le Sida.

5. Système de Restoration de Turtle Island (Spécial; 2004)

Partie I

Introduction

Système de Restoration de Turtle Island (TIRN) est une organisation de conservation et de promotion de l'océan à but non lucratif basée dans le comté de West Marin au nord de San Francisco qui a des bureaux locaux dans le Golfe du Mexique à Houston au Texas; à San Jose au Costa Rica et à Port Moresby en Papua Nouvelle Guinée. Le TIRN a trois projets principaux : le Projet de Restoration de Sea Turtle, Gotmercury.org, Salmon Protection et Watershed Network. Il a été fondé en 1980 et son premier succès a été la fermeture d'un abattoir de tortue de mer à Mexico. Depuis lors, le travail du TIRN s'est étendu et est passé de la protection de la tortue de mer à celle d'autres espèces océaniques de haute priorité menacées comme le saumon, la loutre de mer, le phoque moine d'Hawaï et d'autres mammifères ainsi qu'à la promotion de solutions durables pour la pêche.

La mission du TIRN est de prendre des mesures rapides et décisives pour protéger et renouveler les espèces océaniques et leur habitat et pour amener les peuples de toutes communautés du monde à se joindre à nous en tant que défenseurs actifs et déterminés des espèces marines.

TIRN utilise une approche stratégique combinant action et éducation de base, expériences pratiques de conservation, contentieux, utilisation active des médias et réforme politique pour atteindre l'objectif de protection de l'environnement et des espèces en voie de disparition. TIRN est une organisation environnementale 501 C3 à but non lucratif.

Depuis 2004, TIRN a étendu son travail international à la Papouasie Nouvelle Guinée où une Campagne du Pacifique occidental a commencé en 2006 avec les communautés de la côte nord de la Province de Madang pour établir des zones protégées : plages de nidification et eaux marines adjacentes pour la nidification de la tortue Luth. Le programme a également été renforcé pour protéger la biodiversité marine d'une nouvelle menace dans la région qui est la prospection des fonds marins. La campagne vise les communautés, le gouvernement et l'industrie pour qu'ils comprennent, préviennent et réduisent les menaces provenant des prospections sous marines et élaborent des propositions en vue de l'établissement de normes internationales. Ces changements n'ont pas affecté les méthodes, les objectifs et la mission de l'organisation, ils ont tout simplement élargi ses programmes à une autre région du monde – qui relie le cycle de vie de la tortue Luth des plages de nidification en Papouasie-Nouvelle-Guinée à l'habitat pour son alimentation le long de la Côte occidentale de l'Amérique du Nord.

Partie II

Contribution au travail des Nations Unies

i. Participation au travail du Conseil économique et social et à ses organes subsidiaires, et/ou les grandes conférences et autres réunions.

TIRN a travaillé sur les océans et les questions liées à la mer aux Nations Unies grâce à son statut consultatif spécial auprès du Conseil économique et social et au processus consultatif sur le Droit de la mer. TIRN a participé aux consultations de la Conférence du droit de la mer à New York et a présenté des documents et des propositions aux Nations Unies pour protéger les espèces menacées comme les tortues marines ainsi que la biodiversité marine et les pêches. Au cours de la période 2004 – 2007, le projet de Restauration de la tortue marine (Sea Turtle Restoration Project) du TIRN a déployé un certain nombre d'activités liées directement à son engagement auprès des Nations Unies y compris :

2007 : (i) Au cours de la huitième réunion du Processus consultatif officiel ouvert à tous des Nations Unies sur les océans et le Droit de la mer (UNICLOPOS) au Siège des Nations Unies à New York du 25 au 29 juin, la délégation du Sea Turtle Restoration Project a présenté les récentes données dans la région de l'Asie du sud-est concernant de nouvelles informations génétiques dans le domaine des tortues marines qui ont été recueillies grâce à des études d'évaluation et a fait valoir la signification de la protection des espèces menacées de tortues marines par l'établissement d'un « corridor biologique » dans l'Océan Pacifique pour protéger la tortue Luth.

Nous avons proposé un nouveau système de protection marine couvrant tout le Pacifique y compris un corridor biologique pour la tortue Luth; (ii) le 20 août, TIRN a publié un nouveau rapport qui a mis en évidence les impacts du changement climatique sur les tortues marines. Le rapport intitulé Point d'ébullition : l'impact du changement climatique sur les tortues marines et le besoin urgent de prendre des

mesures, fait une compilation des recherches émergentes sur les conséquences du changement de température et la montée du niveau de la mer et leur impact sur les tortues marines.

Les tortues marines sont particulièrement vulnérables au changement climatique parce qu'elles pondent sur des plages qui risquent d'être inondées par la montée du niveau de la mer et le sexe de la tortue dépend de la température. Point d'ébullition fait valoir que la menace croissante du changement climatique souligne la nécessité de réduire plus rapidement la mortalité des tortues marines qui découle d'autres activités humaines, comme le filet dérivant, les filets maillants et le filet de pêche à la crevette.

2006 : (i) Au cours de la septième réunion du Processus consultatif officiel ouvert à tous des Nations Unies sur les océans et le Droit de la mer (UNICLOPOS) au Siège des Nations Unies à New York du 12 au 16 juin, le Sea Turtle Restoration Project a présenté un plan d'action aux Nations Unies concernant la protection et la défense de la tortue Luth contre les filets dérivants qui prévoit : la présentation par les délégués des Nations Unies de projets de résolution incluant dans leur libellé l'exigence de la cessation immédiate de l'utilisation de filets dérivants dans des zones qui sont connues comme étant la route de migration des tortues Luth; l'adoption de mesures pour trouver des solutions à ce problème grâce à une gestion globale basée sur l'écosystème pour la pêche en haute mer avec des filets dérivants, la fermeture temporaire ou permanente de zones à risque de la haute mer afin que les tortues marines et d'autres espèces menacées par des pratiques de pêche destructrices trouvent un refuge; (ii) TIRN a pris part aux réunions du Groupe de travail officiel ouvert à tous pour étudier les questions relatives à la conservation et à l'utilisation durable de la diversité biologique marine au delà des zones de juridiction nationale du 13 au 17 février au siège des Nations Unies à New York. TIRN a présenté des informations scientifiques récentes sur la tortue Luth du Pacifique et a demandé un moratoire sur l'utilisation des filets dérivants dans cet océan.

2005 : (i) TIRN a publié un nouveau rapport qui montre les dommages subis par l'Océan Pacifique du fait des investissements dans les filets dérivants avant la réunion annuelle de la Banque mondiale intitulée : Banqueroute du Pacifique : Comment les banques de développement multilatéral contribuent à la surpêche et à la disparition des tortues marines et des oiseaux marins dans le Pacifique. Il montre comment la Société financière internationale, un membre du Groupe de la Banque mondiale, et la Banque de développement d'Asie ont dépensé des millions de dollars dans les filets dérivants du Pacifique. Ces investissements ont été effectués dans des zones de ponte importantes et dans des habitats de migration de tortues marines et d'oiseaux marins menacés dans leur survie sans qu'il y ait une évaluation de l'impact sur la biodiversité des régions où les projets ont été implantés et en violation directe de leur propre politique environnementale et de pêche. (ii) Lors de la sixième réunion du Processus consultatif officiel ouvert à tous des Nations Unies sur les océans et le Droit de la mer au Siège des Nations Unies à New York du 6 au 10 juin pour discuter de actions à adopter pour protéger les océans de la pêche surpêche, TIRN a remis aux Nations Unies une lettre signée par plus de 1 000 hommes de science de 97 pays dans le monde qui ont demandé qu'un moratoire sur la pêche au filet dérivant soit conclu pour éviter l'extinction de la tortue Luth dont la survie est réellement menacée. Ces hommes de science étaient appuyés par 281 organisations non gouvernementales de 62 pays. La liste des

signataires incluait, la célèbre primatologue, Dr Jane Goodall, le biologiste E.O. Wilson et l'océanographe, Dr Sylvia Earle, explorateur géographique national en résidence. En outre, TIRN a demandé que des mesures soient prises sur les nouvelles propositions de directives avancées par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) qui recommandent que les pêches qui constituent les plus grands dangers pour les tortues Luth soient soumises « à des contrôles temporaires et géographiquement limités ». TIRN a demandé à la FAO d'identifier et de prendre des mesures à « certains endroits chauds » d'interaction tortue – pêche; (iii) TIRN se félicite des nouveaux résultats de la Synthèse d'évaluation de l'Écosystème du Millénaire des Nations Unies qui décrit les pêches de capture comme étant non durable et demande l'extension des endroits maritimes protégés avec des zones flexibles de non pêche qui contribuent à l'économie. Ces conclusions font écho aux efforts de 3 nations, de plus de 800 hommes de science de 8 pays et de 230 organisations non gouvernementales de 54 pays qui se sont joints au TIRN pour demander aux Nations Unies de mettre en œuvre un mémorandum sur la pêche aux filets dérivants dans le Pacifique et de constituer un réseau de zones maritimes protégées en haute mer pour protéger les poissons et les espèces menacées par les filets dérivants.

ii. Initiatives prises par l'organisation pour appuyer les objectifs du Millénaire pour le développement

But 7 : Garantir la durabilité de l'environnement

Au cours de cette période de quatre ans, TIRN a lancé un certain nombre de campagnes aux États Unis et dans le monde qui ont permis de protéger les tortues marines menacées ainsi que la santé et l'environnement. Les principales actions entreprises sont les suivantes : (i) la prévention avec succès du déploiement de filets dérivants dans la zone économique exclusive de la Californie le 10 août 2007; (ii) la prévention de réouverture de la pêche aux filets maillants dans la zone de conservation des tortues Luth sur la côte occidentale des États-Unis pendant la saison 2006; (iii) la mobilisation des efforts pour réduire la consommation des poissons contaminés par le mercure (thon, espadon et requin) capturés par des méthodes de pêche industrielle, y compris en persuadant les plus grandes chaînes alimentaires d'afficher la présence du mercure sur les emballages de produits de la mer sur tout le territoire national et en amenant l'Attorney général de la Californie à attirer l'attention sur les espadons et le mercure dans tous les supermarchés; (iv) l'imposition de l'interdiction pendant 4 ans de la pêche de l'espadon et du thon au filet dérivant hawaïen afin de prévenir la disparition de la tortue marine Luth dans le Pacifique est; (v) Rédaction et publication de deux lettres (l'une de 281 organisations non gouvernementales de 62 pays et l'autre de 1007 hommes de science de 97 pays) exhortant les Nations Unies à défendre une résolution demandant un moratoire sur l'utilisation des filets dérivants et maillants dans le Pacifique; (vi) collaboration avec l'organisation analogue au Costa Rica pour amener ce pays qui occupe une position dominante dans la protection environnementale dans la région d'Amérique centrale à accroître la poursuite et la condamnation de la piraterie en matière de pêche.

6. Les femmes et la Société culturelle et sociale (Spécial; 2004)

Partie I

Introduction

La Société culturelle et sociale des femmes (WCSS) est la première société des femmes établie au Koweït. Elle a été fondée en 1963 par un groupe de koweïtiennes diplômées des universités et des instituts d'éducation supérieure. L'objectif principal de cette société est de faire évoluer les femmes dans tous les domaines, d'encourager leur participation dans les activités communautaires et d'accroître la prise de conscience de leurs droits vils et politiques et le devoir d'assurer leur participation effective dans ces questions.

Puisque l'un des premiers objectifs de la WCSS est l'émancipation de femmes koweïtiennes, une partie importante de ses activités dès sa création a été la révision des lois électorales afin qu'elles soient conformes à la constitution. Cet objectif a été atteint en 2005 et les lois électorales ont été amendées pour reconnaître aux femmes leurs pleins droits politiques. À la suite de quoi, les activités ont été suspendues et les comités à cet effet, y compris le Comité de la voix des femmes ont été dissous. WCSS et un membre non parlementaire du Comité des affaires féminines, un des Comités permanents du Parlement du Koweït. WCSS occupe ne position neutre dans la politique koweïtienne et cherche à faire avancer les droits de l'homme en général et les droits de la femme et de la famille en particulier.

Partie II

Contribution du WCSS au travail des Nations Unies

i. Participation au travail du Conseil économique et social et à ses organes subsidiaires et/ ou aux grandes conférences et aux autres réunions des Nations Unies.

WCSS a pris part à la 4^e session de la Commission sur le statut des femmes qui a eu lieu du 28 février au 11 au mars au siège des Nations Unies à New York. WCSS a présenté un rapport sur le SIDA au Koweït à une réunion des organisations sur les droits des femmes sur le sida dans la région arabe parrainée par le PNUD qui a eu lieu du 26 au 28 juillet 2005. un représentant a assisté au débat officiel de l'Assemblée générale sur la « Promotion de l'égalité des genres et l'émancipation des femmes le 7 mars 2007.

ii. Coopération avec les organes des Nations Unies et /ou les institutions spécialisées des Nations Unies sur le terrain et/ou au Siège.

WCSS est affilié au Fonds de développement des Nations Unies pour les femmes (UNIFEM) du Bureau régional des États arabes. Il a rejoint le Programme des Parlementaires pour l'évolution des femmes arabes (AWPP) en 2005 et a participé à l'organisation de plusieurs ateliers et tables rondes sur les droits politiques et les droits civils dans le Droit de la famille. Une étude sur les « Femmes dans les arènes politiques et les indications de leur succès – l'étude de cas du Koweït a été effectuée dans le cadre de l'AWPP. En outre, la société a lancé une campagne de prise de conscience en 2006 pour encourager les femmes du Koweït à participer aux élections parlementaires.

En 2006, WCSS a signé un mémorandum d'accord avec le Freedom House en partenariat avec le Fonds de développement des Nations Unies pour les femmes (UNIFEM) appuyé par l'Invitation du Partenariat du Moyen-Orient afin de travailler ensemble sur le droit des femmes et le Programme d'études du droit de la famille dans la région du golfe. L'État du Koweït et le Royaume du Bahreïn ont été choisis comme cas d'étude sous la rubrique de « Droits de la femme dans la loi sur le statut personnel au Koweït et les décisions judiciaires en vertu de la charia du Bahreïn ».

Activités en rapport avec les objectifs du Millénaire du développement

Objectif 1 : Éliminer l'extrême pauvreté et la faim : But 1 : réduire par 2 entre 1990 et 2015, la proportion de la population dont le revenu est de moins de 1 dollar par jour. Action : (i) 3502 reçoivent une assistance mensuelle; (ii) 2592 familles une assistance en une seule fois.

Objectif 2 : Arriver à l'enseignement primaire universel : But 1 : S'assurer que d'ici 2015, les enfants partout dans le monde, garçons et filles auront la possibilité de terminer un cours complet de l'école primaire. Action : Une aide est apportée aux familles, soit sur une base mensuelle soit en une seule fois.

Objectif 3 : Promouvoir l'égalité des genres et émanciper les femmes : L'objectif principal de WCSS est d'émanciper les femmes. Des ateliers en coopération avec l'UNIFEM et le Freedom House sont organisés depuis 2005 en plus de deux conférences régionales concernant le statut des femmes en vertu de la loi.

Problèmes spéciaux et conditions : WCSS à l'instar de plusieurs ONG au Koweït ont souffert de la restriction imposée sur les activités caritatives à l'étranger à cause de la guerre contre la terreur. Les canaux directs d'aides nécessaires dans les moments de calamité et de catastrophe naturelle ne sont plus possibles. Des canaux désignés d'aide dans le pays ont asséché les ressources auxiliaires qui sont normalement disponibles pour aider les organisations caritatives traditionnelles.